

UPS Canada
Sondage réalisé auprès de PME

Juin 2011



Points traités

- 1. Façon de procéder**
2. Sommaire
3. Résultats du sondage : Politique publique/monétaire pour prendre le pouls des PME à la suite des élections fédérales.

Façon de procéder

Support

Le sondage a été réalisé en ligne entre le 24 mai et le 1^{er} juin 2011.

Fiabilité

Le sondage a été mené auprès de **594 propriétaires de PME canadiennes** qui sont membres du Forum Angus Reid. La marge d'erreur, qui mesure la variabilité d'échantillonnage, est de plus ou moins 4,19 %. Les écarts dans les totaux résultent des arrondis.

Points traités

1. Façon de procéder
- 2. Sommaire**
3. Résultats du sondage : Politique publique/monétaire pour prendre le pouls des PME à la suite des élections fédérales.

Sommaire

Les trois quarts (74 %) des répondants pensent que le gouvernement fédéral devrait accroître l'investissement dans le secteur de la technologie afin d'augmenter le volume des exportations canadiennes.

Le secteur bancaire, plus précisément les conditions strictes d'emprunt, est perçu par 43 % des personnes sondées comme le principal facteur de la rapidité de la reprise du Canada à la suite du ralentissement économique mondial.

La plupart des répondants (54 %) affirment que la force du dollar n'a pas eu d'incidence sur leurs activités. Toutefois, 25 % des personnes sondées disent avoir bénéficié de la hausse du dollar, car elles pouvaient se procurer à l'étranger des fournitures et du matériel à faibles coûts.

Sommaire

La réduction du taux d'imposition promise aux sociétés est perçue par près de la moitié des répondants (45 %) comme un incitatif qui pourrait attirer de nouveaux investisseurs étrangers et stimuler les innovations canadiennes. Cependant, 40 % des personnes sondées croient que ce sont plutôt les dirigeants d'entreprise, et non l'économie canadienne, qui en bénéficieront.

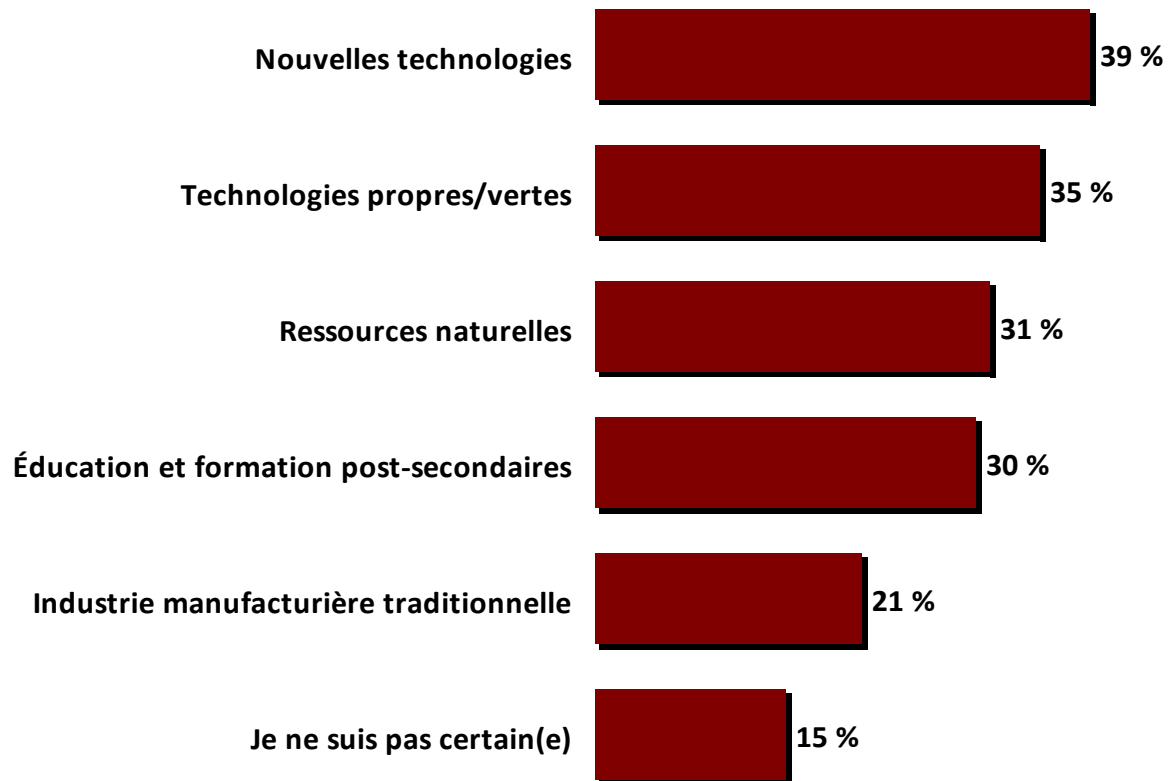
La vaste majorité des répondants (85 %) soutiennent que les entreprises canadiennes qui exportent des marchandises aux États-Unis devraient s'inquiéter du haut niveau d'endettement de ce pays. Ainsi, 60 % recommandent fortement à ces entreprises de se tourner vers d'autres marchés.

Points traités

1. Façon de procéder
2. Sommaire
3. **Résultats du sondage : Politique publique/monétaire pour prendre le pouls des PME à la suite des élections fédérales.**

Investissement gouvernemental

La plupart des personnes sondées souhaitent que le gouvernement fédéral investisse davantage dans le secteur de la technologie pour favoriser l'exportation canadienne. En effet, quatre répondants sur dix croient que l'investissement devrait être axé sur les nouvelles technologies, tandis qu'un peu plus du tiers des gens pensent que les technologies propres/vertes devraient être au cœur des priorités d'Ottawa. Seul un cinquième des répondants pensent que le gouvernement devrait investir principalement dans l'industrie manufacturière traditionnelle pour accroître le volume d'exportation.

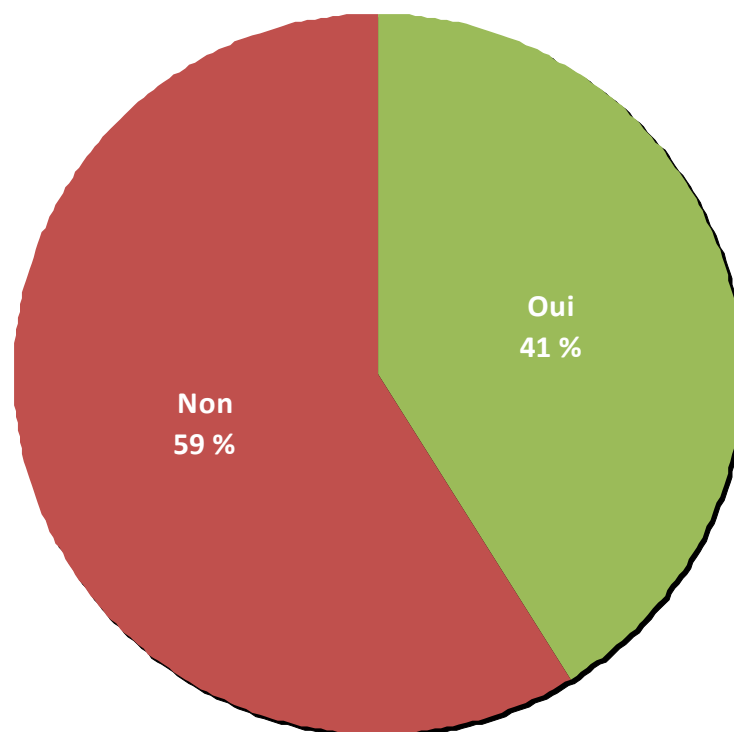


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.1 Dans laquelle ou lesquelles des industries suivantes estimez-vous que le gouvernement fédéral devrait investir principalement pour accroître les volumes d'exportation?

Mauvais investissements du gouvernement fédéral

La majorité des gens pensent que le gouvernement fédéral n'investit pas dans les secteurs qui contribuent à augmenter le volume d'exportation au Canada. Les dirigeants de petites entreprises (1 à 9 employés) sont légèrement plus nombreux que ceux des plus grandes entreprises (10 à 49 employés) à estimer que le gouvernement ne répartit pas les fonds adéquatement (60 % contre 55 % respectivement).

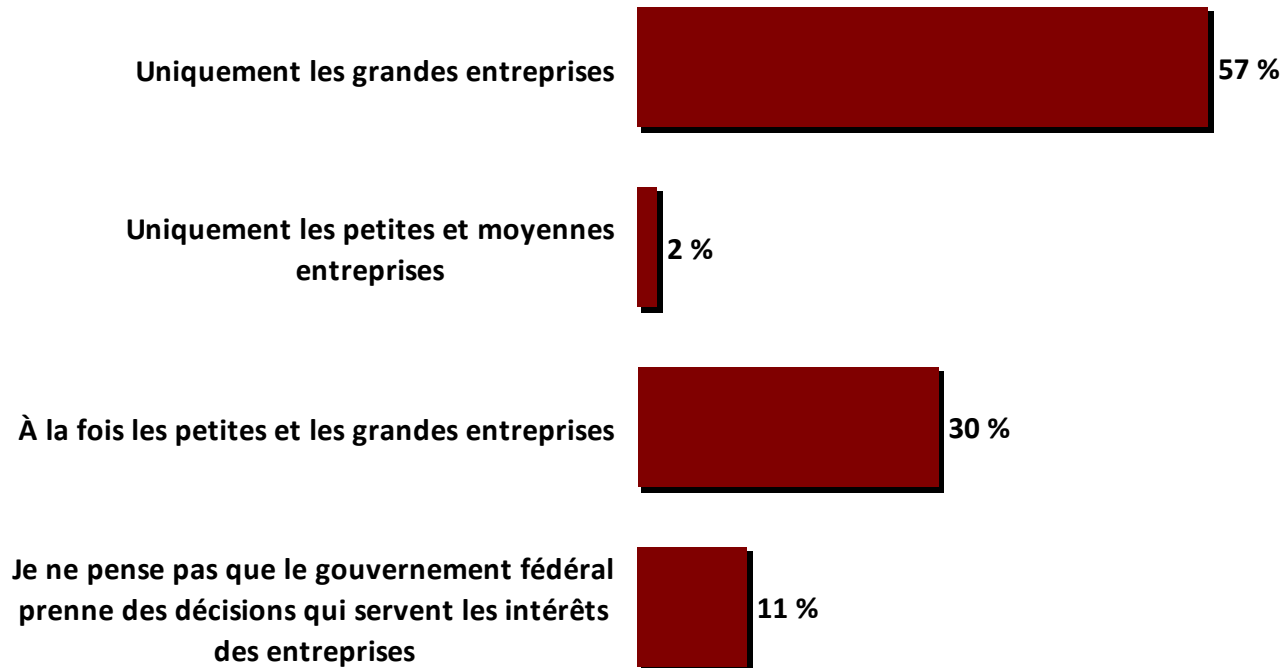


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.2 Estimez-vous que le gouvernement fédéral du Canada investit aux bons endroits et dans les bonnes industries pour accroître les volumes d'exportation du Canada?

Prise en compte des PME lors de décisions gouvernementales relatives à l'exportation

La plupart des répondants pensent qu'Ottawa ne considère que les grandes entreprises lorsque vient le temps d'instaurer des politiques en matière d'exportation. Seulement trois personnes sur dix croient que le gouvernement fédéral prend en considération autant les petites que les grandes entreprises. Les dirigeants de petites entreprises (1 à 9 employés) sont plus susceptibles que ceux des plus grandes entreprises (10 à 49 employés) de dire que le gouvernement considère uniquement les grandes sociétés lorsque vient le temps de prendre des décisions liées à l'exportation (59 % contre 52 % respectivement).

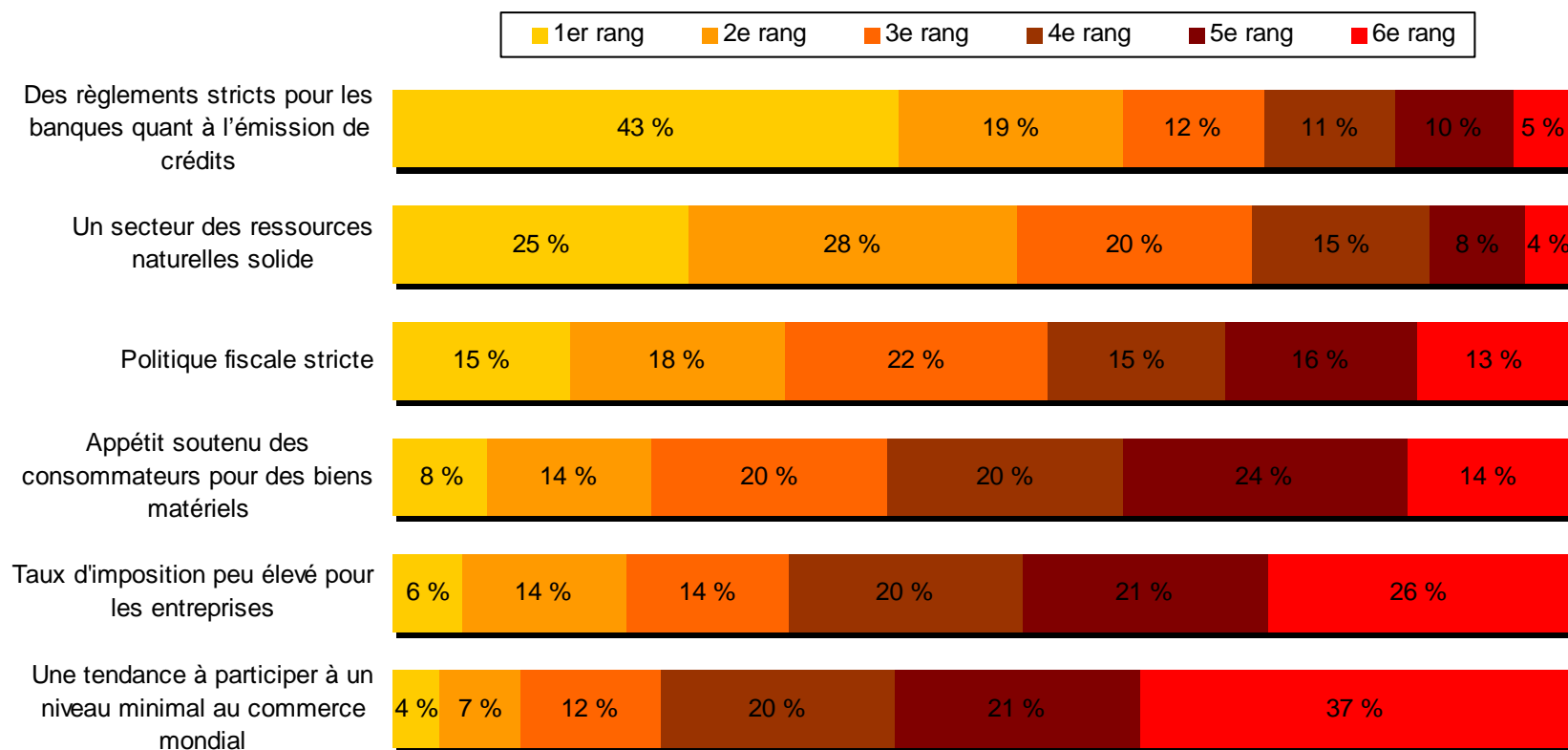


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.3 Estimez-vous que le gouvernement fédéral tient compte des petites et moyennes entreprises lorsqu'il prend des décisions liées à l'exportation ou qu'il se concentre principalement sur les grandes entreprises?

Reprise économique rapide au Canada

Les trois quarts des répondants (74 %) estiment que les procédures relatives au crédit et aux ressources naturelles (73 %) sont les principaux facteurs qui expliquent la vitesse de la reprise économique du Canada après le ralentissement à l'échelle mondiale. Toutefois, de nombreuses autres personnes affirment que les politiques d'emprunt strictes (43 %) ont joué un plus grand rôle que les ressources naturelles (25 %). Peu de répondants (15 %) croient qu'une politique fiscale stricte a contribué à la reprise.

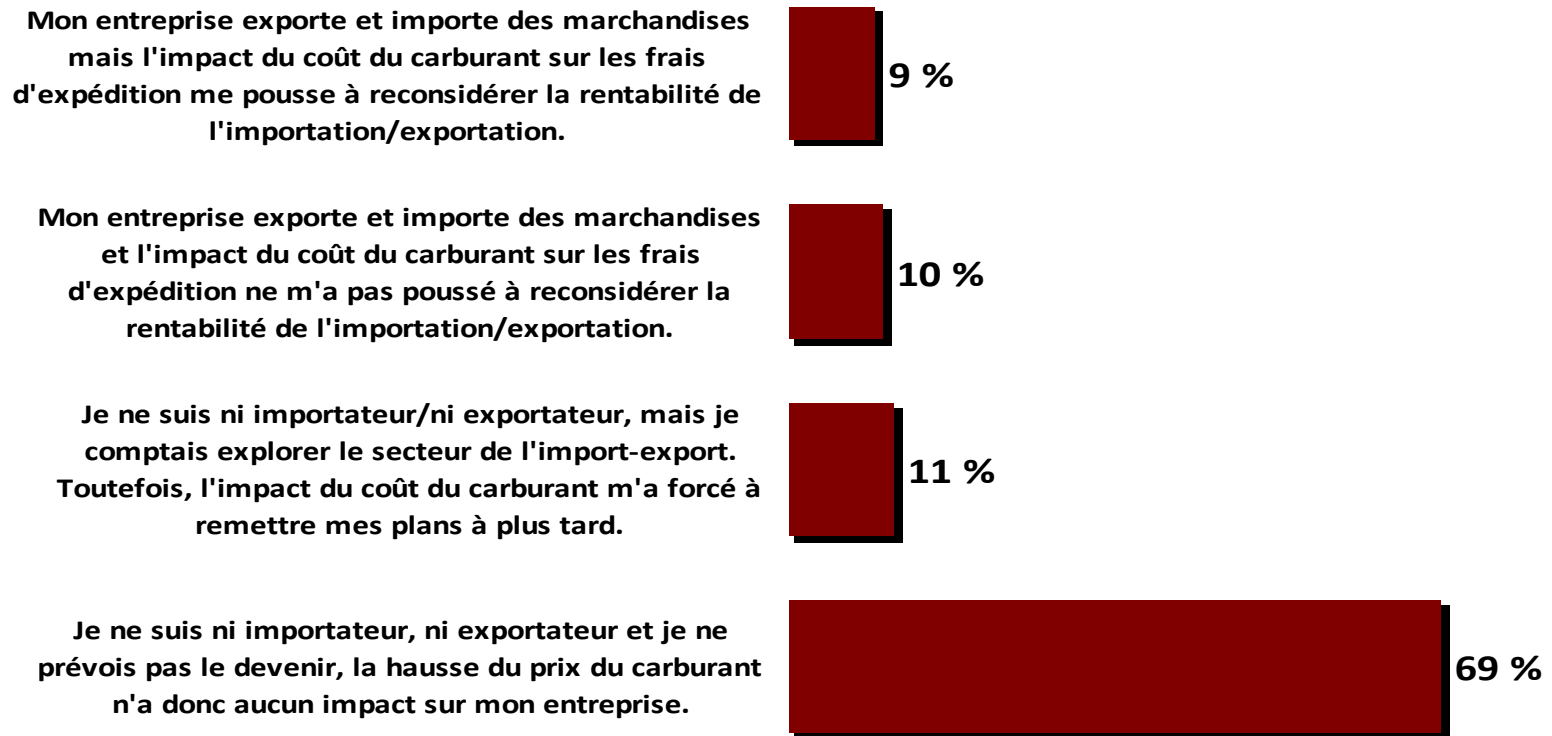


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.4 À quoi attribuez-vous la capacité du Canada de s'être rétabli rapidement suite au ralentissement économique mondial?

Impact de la hausse du prix du carburant

Environ sept répondants sur dix n'ont pas été touchés par la hausse du prix du carburant parce qu'ils n'importent et n'exportent pas de marchandises. Environ le dixième (9 %) des gens qui effectuent de l'importation et de l'exportation avouent que le prix du carburant les incite reconsidérer cette activité, tandis que 10 % ne semblent pas dérangés par l'augmentation.

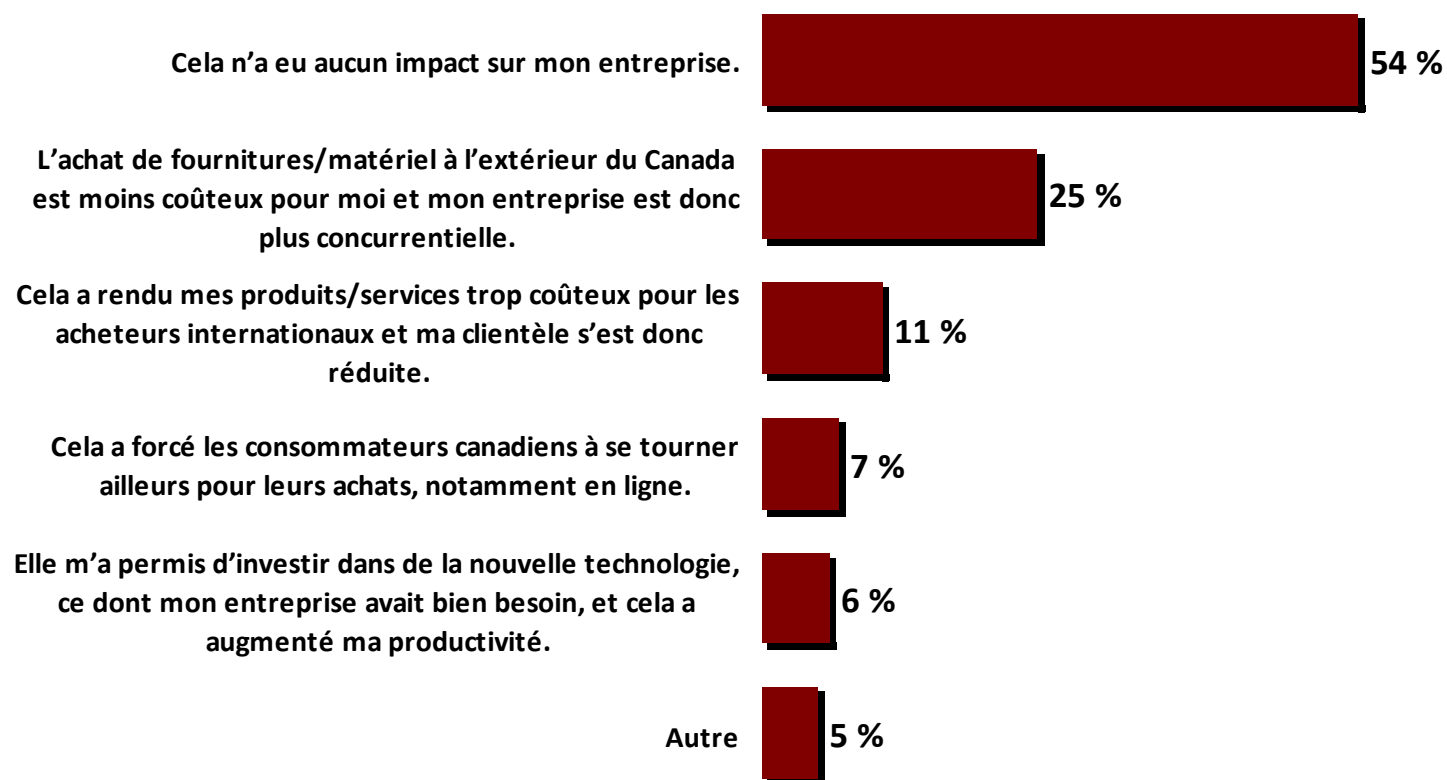


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.5 Veuillez choisir l'énoncé qui décrit le mieux l'impact de l'augmentation du coût du carburant sur votre stratégie commerciale.

Incidence de la force du huard sur les activités commerciales

La force du huard n'a pas nécessairement eu une incidence négative sur les PME canadiennes. Un peu plus de la moitié des répondants (54 %) affirment que leurs activités n'ont pas été touchées par le taux du dollar canadien, et environ le quart des personnes sondées disent que la force du huard leur a permis d'importer des fournitures et du matériel à plus faibles coûts. Une entreprise sur dix a toutefois vu sa clientèle diminuer en raison de la valeur élevée du dollar canadien.

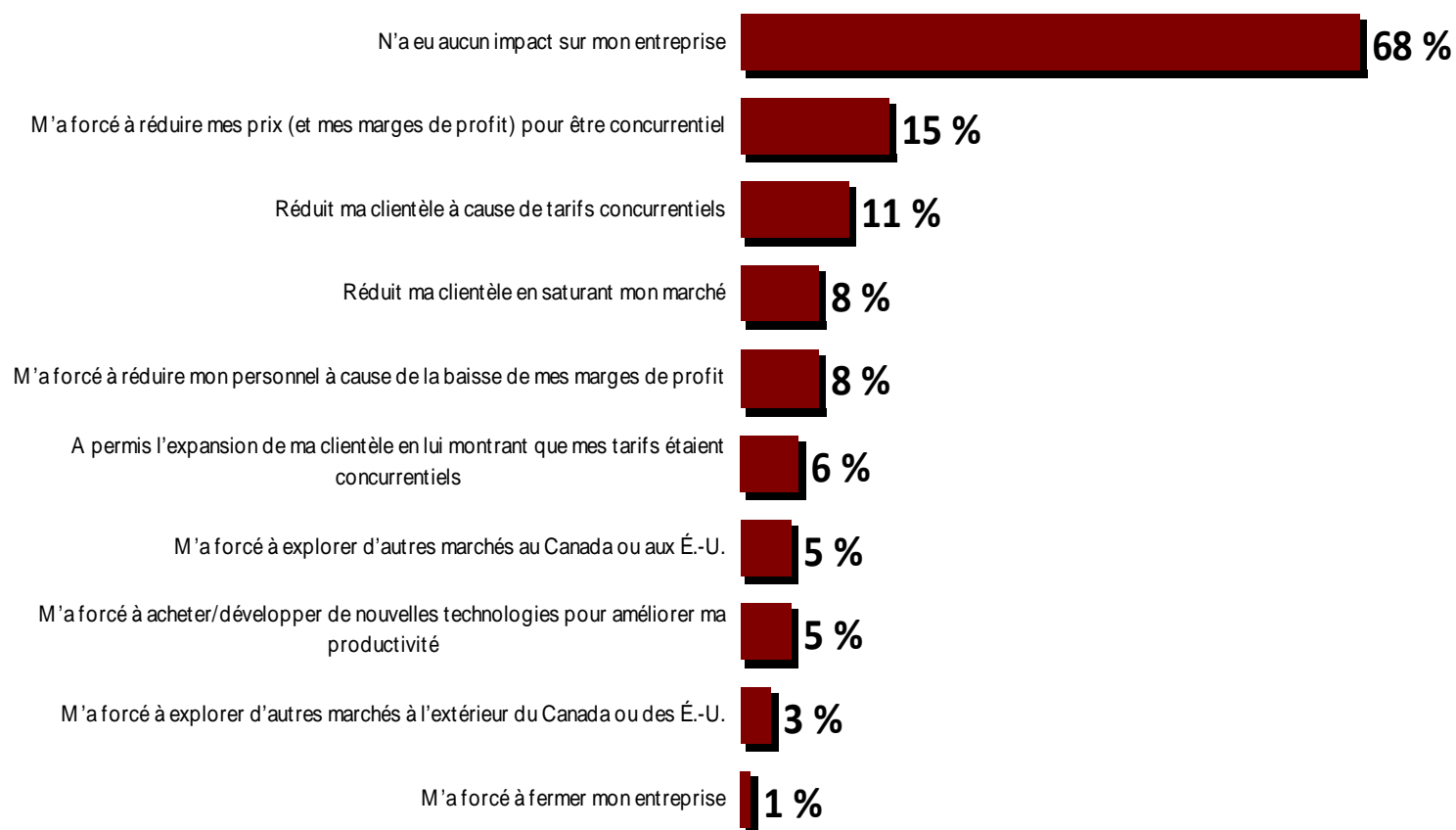


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.6 Quel impact la force croissante du dollar canadien a-t-elle eue sur votre entreprise?

Incidences commerciales des concurrents étrangers

Parmi les entreprises qui ont été touchées par les concurrents étrangers, 15 % affirment que cette situation les a obligées à baisser leurs prix, réduisant ainsi leur marge de profits. Les répondants ont également mentionné des conséquences telles que la réduction de la clientèle à cause des tarifs de la concurrence (11 %), la saturation du marché (8 %) et la réduction du personnel (8%).

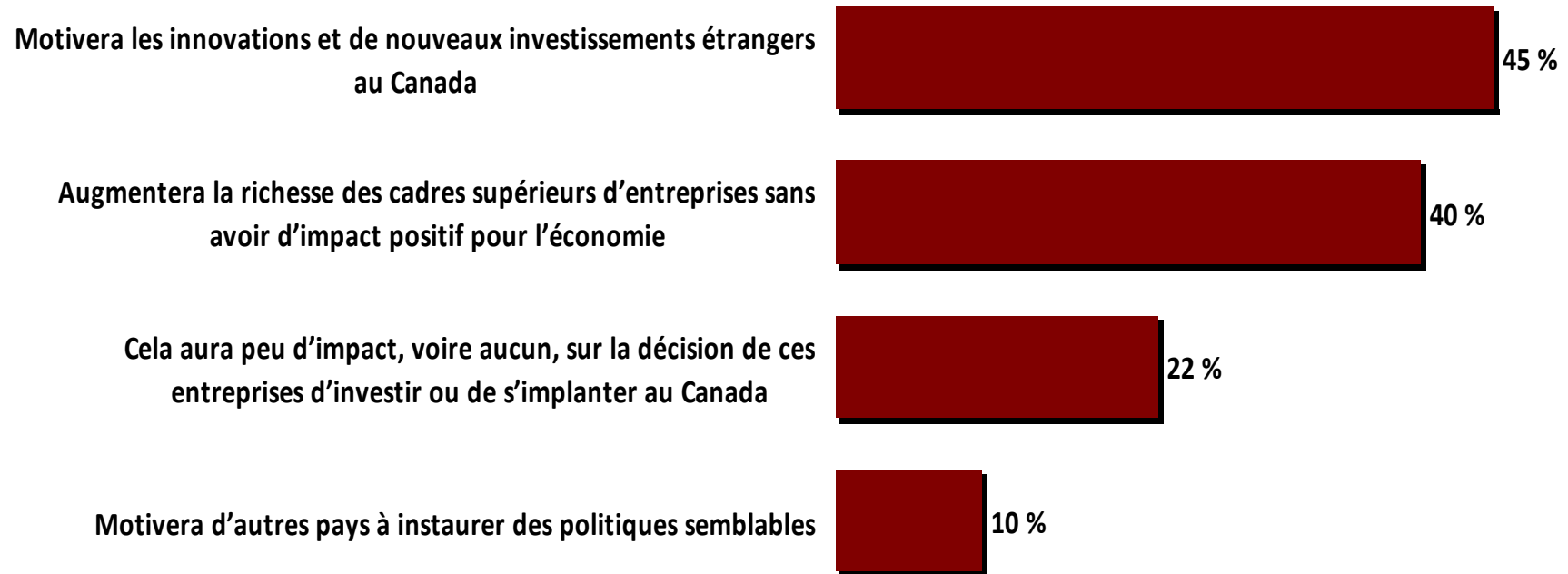


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.7 L'entrée dans mon industrie de nouveaux acteurs/concurrents de l'étranger a :

Effet sur le commerce international d'une baisse d'impôt pour les sociétés

Près de la moitié des répondants pensent qu'une réduction des impôts pour les entreprises stimulera les innovations et attirera de nouveaux investissements étrangers au Canada (45 %), tandis qu'une part pratiquement égale de gens (40 %) sont plus sceptiques et croient que ce sont les dirigeants d'entreprises qui empocheront plus d'argent; c'est-à-dire que l'économie canadienne n'en bénéficierait pas.

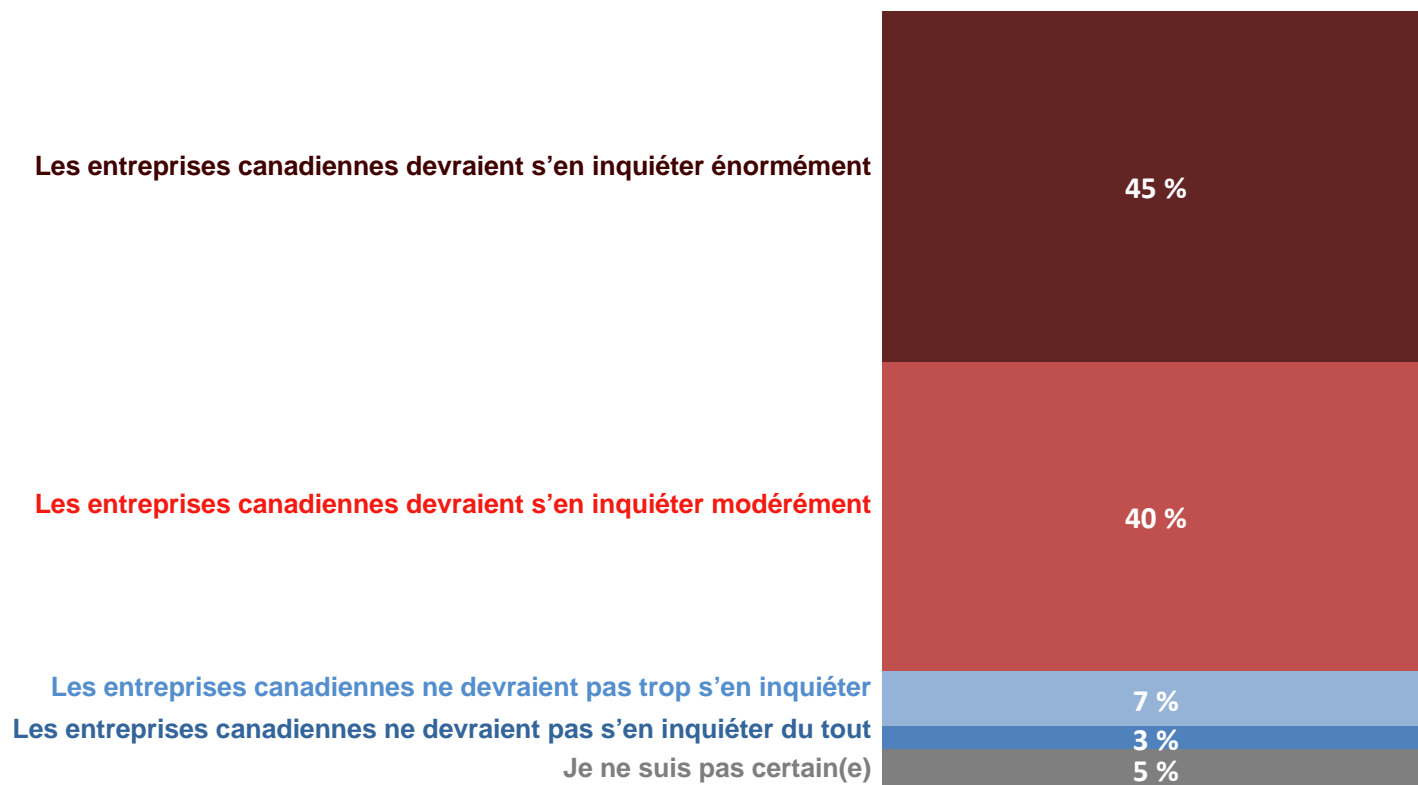


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.8 Quel sera selon vous l'impact d'une baisse de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises internationales?

Crainces des entreprises canadiennes face à l'exportation aux États-Unis

La majorité des répondants (85 %) s'entendent pour dire que les entreprises canadiennes devraient se montrer énormément ou modérément préoccupées par le niveau historique d'endettement des États-Unis.

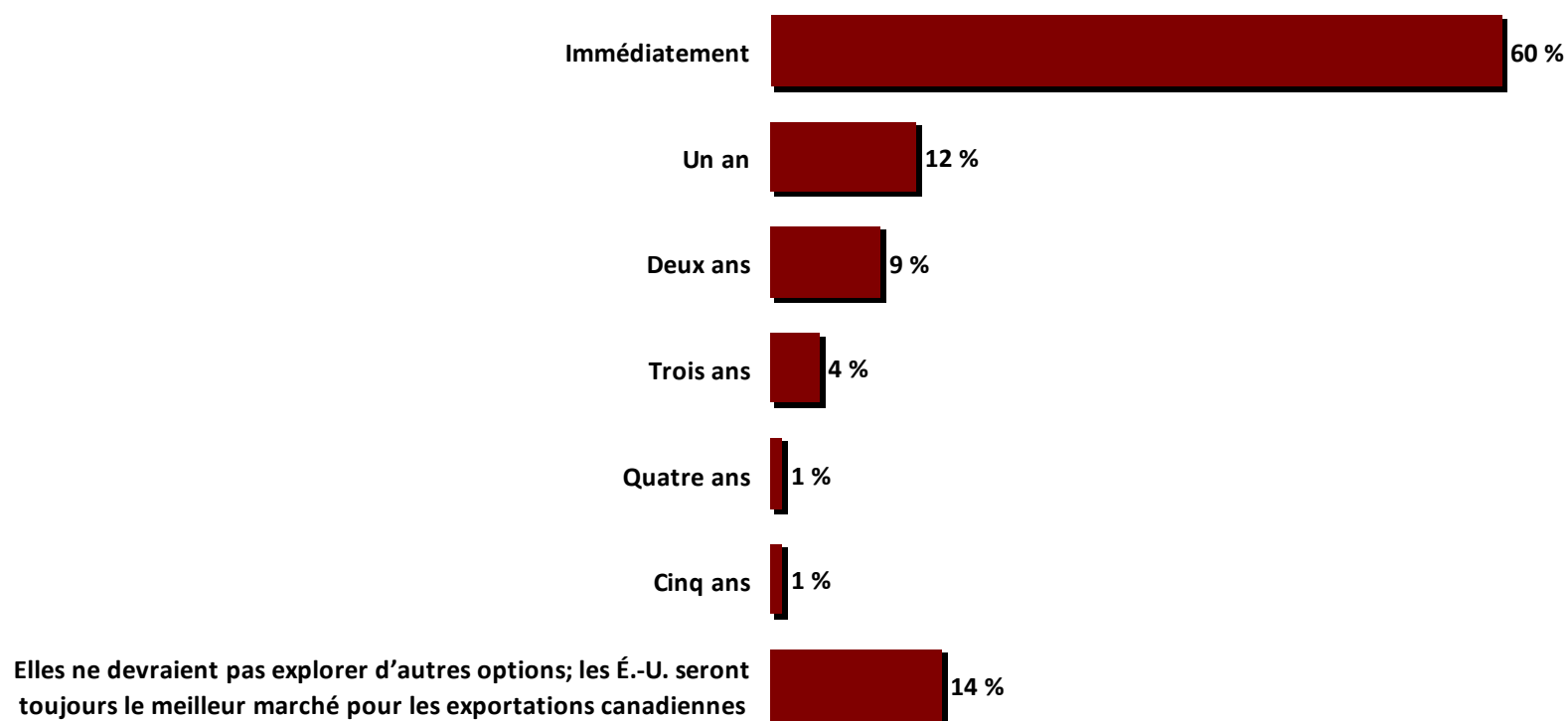


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.9 Les États-Unis font actuellement face à une dette nationale plus élevée que jamais et très proche du plafond autorisé pour sa dette. Estimez-vous que les entreprises canadiennes exportant actuellement aux États-Unis devraient s'en inquiéter?

Exploitation d'autres marchés d'exportation

La plupart des répondants ne sont pas seulement préoccupés par le niveau historique de la dette des États-Unis. En effet, 60 % des personnes sondées croient que les sociétés canadiennes devraient commencer immédiatement à se tourner vers d'autres marchés afin de limiter leur dépendance aux États-Unis. Néanmoins, une proportion non négligeable de répondants (14 %) pensent que les États-Unis demeureront toujours le meilleur marché d'exportation pour le Canada.

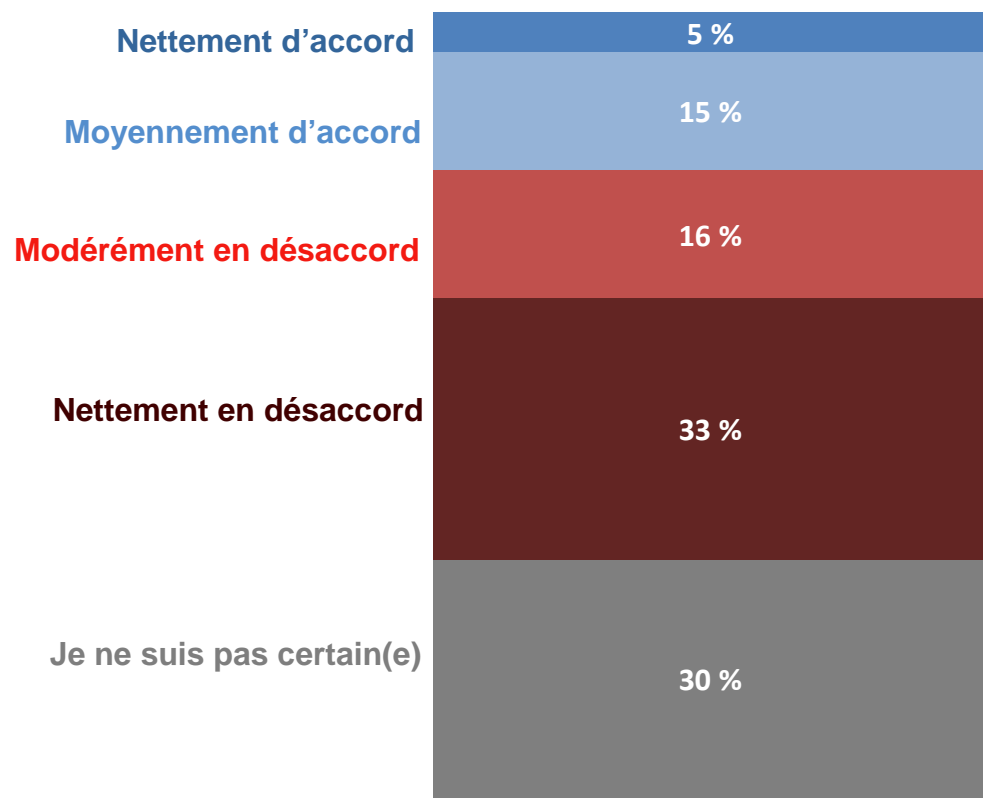


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.10 L'économie américaine s'est détériorée ces trois dernières années. Combien de temps les entreprises canadiennes qui exportent vers les É.-U. devraient-elles attendre pour voir si l'économie américaine se rétablit avant d'explorer d'autres options?

Incidence des événements survenus au Japon sur la chaîne d'approvisionnement

Depuis la catastrophe naturelle survenue au Japon, qui a entraîné une interruption de la chaîne d'approvisionnement, deux répondants sur cinq remettent en question les avantages d'avoir une entreprise internationale.

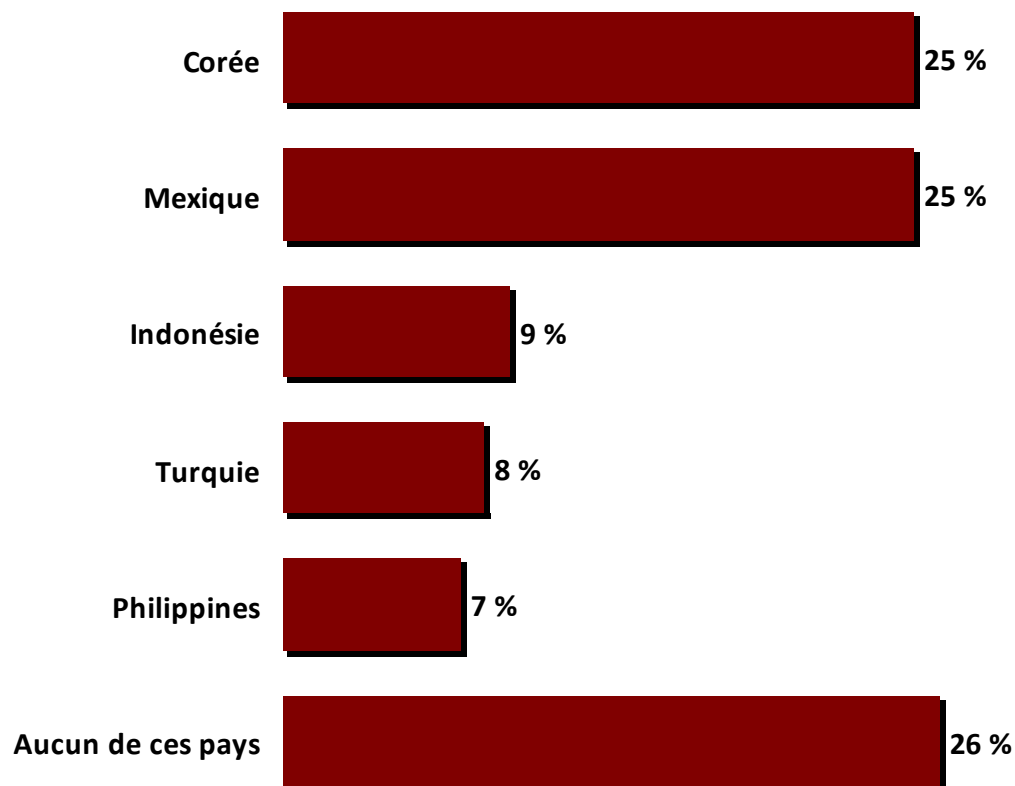


Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.11 Veuillez préciser dans quelle mesure vous êtes d'accord avec l'énoncé suivant : Les événements récents au Japon et leur impact sur les chaînes d'approvisionnement mondiales m'ont poussé à reconsidérer le fait que mon entreprise est une entreprise internationale.

Conquête des marchés émergents

Parmi les marchés émergents du bloc N-11, la Corée du Sud (25 %) et le Mexique (25 %) sont ceux qui intéressent le plus les répondants. Quant aux marchés de l'Indonésie, de la Turquie et des Philippines, ils obtiennent peu d'intérêt auprès des personnes sondées.



Échantillon : Tous les répondants (n=594)

Q.12 Les économistes indiquent qu'un nouveau bloc de marchés émergents, appelé le N-11, est en train de prendre de l'importance (il s'agit d'un groupe différent et distinct des pays BRIC). Parmi les cinq plus gros pays du groupe N-11, dans lequel serait-il le plus avantageux selon vous que les entreprises canadiennes investissent?